



# Emmanuel Djima Zossou propose une "thérapie de choc" pour réveiller la participation citoyenne

N° 550 DU 04 MAI 2026

## L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATIONS, D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE PUBLICITÉS

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lebledujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

VIE ASSOCIATIVE AU BÉNIN

### Le REJAP désormais en conformité avec la nouvelle législation

P. 02

16<sup>E</sup> ÉDITION DE WÉMÈXWÉ 2026 À BONOU

PAGE 03

# La vallée de l'Ouémé célèbre l'unité retrouvée



PAGE 05

CÉLÉBRATION DE LA FÊTE NONVIZAN 2026



## Ferveur, unité et hautes personnalités à Guézin

### [ Une forte mobilisation autour de l'he Bernard Amoussou Sossou ]

## ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



Le cadre idéal pour vos événements inoubliables !

0198904640 / 0144904640

Les résidences

## FENOOU

APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

0198904640 / 0144904640

Confort et luxe s'allient pour vous offrir un séjour incroyable.



## VIE ASSOCIATIVE AU BÉNIN

# Le REJAP désormais en conformité avec la nouvelle législation



**Le Réseau des Journalistes Accrédités au Parlement (REJAP) franchit une étape décisive dans son évolution institutionnelle. L'organisation vient en effet d'entrer en possession de son attestation de dépôt de déclaration de mise en conformité, conformément aux exigences de la nouvelle loi régissant les associations et fondations en République du Bénin.**

Cette attestation, délivrée par les autorités compétentes, consacre l'engagement du REJAP à se conformer au nouveau cadre juridique mis en place par l'État béninois afin de renforcer la transparence, la bonne gouvernance et la crédibilité des organisations de la société civile.

À travers cette démarche, le REJAP s'inscrit pleinement dans la dynamique de réforme engagée par les pouvoirs publics, visant à assainir le paysage associatif national. La nouvelle loi impose notamment aux associations existantes de se mettre à jour en procédant à une déclaration de mise en conformité, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à la suspension de leurs activités.

Pour les responsables du réseau, l'obtention de cette attestation constitue bien plus qu'une simple formalité administrative. Elle traduit une volonté affirmée de respecter

les normes en vigueur, de consolider la légitimité de l'organisation et de poursuivre ses actions en toute légalité au service de la promotion de l'accès à l'information et de la transparence.

Acteur engagé dans la défense des valeurs démocratiques, le REJAP entend, à travers cette régularisation, renforcer ses partenariats avec les institutions publiques, les organisations nationales et internationales, ainsi que les acteurs des médias. Cette reconnaissance administrative lui ouvre également de nouvelles perspectives en matière de financement et de mise en œuvre de projets.

En se conformant aux nouvelles dispositions légales, le REJAP donne ainsi l'exemple à d'autres organisations de la société civile, appelées à suivre la même voie pour contribuer efficacement au développement d'un environnement associatif crédible et structuré au Bénin.

Cette avancée marque un tournant important pour le réseau, qui réaffirme son engagement en faveur d'une gouvernance transparente et d'un accès équitable à l'information pour tous.

**Emeric Joël ALLAGBE**

## MEDIAS AU BENIN

## Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur [www.lemblemedujour.bj](http://www.lemblemedujour.bj), faites comme chez vous.

**[www.lemblemedujour.bj](http://www.lemblemedujour.bj)**  
**[www.lemblemedujour.com](http://www.lemblemedujour.com)**

**L'Emblème** du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : [lemblemedujour@gmail.com](mailto:lemblemedujour@gmail.com)  
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577  
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

**PORTO-NOVO (République du Bénin)**

**EMAIL : [lemblemedujour@gmail.com](mailto:lemblemedujour@gmail.com)**  
**TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40**

### PRODUCTION

**ETS EMERIC PRODUCTION**  
**(RCCM RB/PNO/09A848)**

### DIRECTEUR DE PUBLICATION

**Eméric Joël ALLAGBE**  
**+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40**

### SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

**Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU**  
**+229 01 97 74 01 02**

### RÉDACTION

**Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)**  
**Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)**  
**James Meryl ALLAGBE (Journaliste)**  
**Marie Estelle AKANNI (Journaliste)**  
**Aimé HOUENOU (Journaliste)**

### MONTAGE ET GRAPHISME

**Mayass M. NOUMON**  
**+229 01 96 13 84 84**

16<sup>E</sup> ÉDITION DE WÉMÈXWÉ 2026 À BONOU

# La vallée de l'Ouémé célèbre l'unité retrouvée

À Bonou, la 16e édition de la fête identitaire Wémèxwé s'est tenue dans une ambiance empreinte de ferveur, de fraternité et de communion. Fils et filles de la vallée de l'Ouémé, venus des différentes localités du Bénin et de la diaspora, ont répondu massivement à l'appel de ce rendez-vous culturel majeur, devenu au fil des années un symbole fort de cohésion sociale.

Placée sous le signe de l'unité et du vivre-ensemble, l'édition 2026 de Wémèxwé a été marquée par une mobilisation exceptionnelle des populations. Autorités politico-administratives, têtes couronnées, leaders communautaires et acteurs du développement lo-

cal ont honoré de leur présence cet événement, témoignant de son importance dans la consolidation des liens entre les communautés de la vallée.

Dès les premières heures, les activités ont donné le ton : prestations culturelles, danses traditionnelles, chants identitaires et rituels ancestraux ont rythmé la célébration, mettant en valeur la richesse du patrimoine culturel de la région. Les différents groupes folkloriques ont offert au public des tableaux vivants, rappelant l'histoire, les valeurs et les traditions du peuple de la vallée.

Cette édition porte également

l'empreinte d'une organisation réussie. Sous la coordination de Antoine Bonou, le comité d'organisation a su relever avec brio le défi logistique et mobilisateur. Grâce à une préparation rigoureuse et à une synergie d'actions entre les membres du comité, le pari d'une fête réussie a été pleinement gagné. De l'accueil des délégations à la qualité des différentes activités, tout a concouru à offrir aux participants une expérience à la hauteur des attentes.

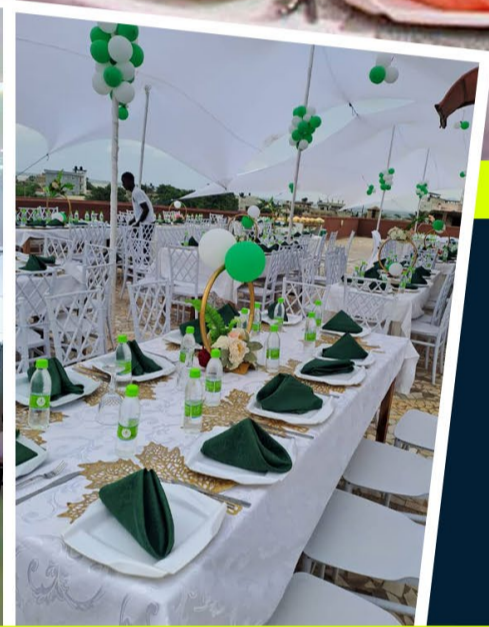
Dans leurs différentes interventions, les organisateurs et les personnalités présentes ont insisté sur la nécessité de préserver cette unité retrouvée, gage

de développement durable. Ils ont appelé à renforcer la solidarité entre les filles et fils de la vallée, au-delà des divergences, afin de relever ensemble les défis socio-économiques de la localité.

Cette 16e édition de Wémèxwé aura ainsi tenu toutes ses promesses : celle d'un rassemblement réussi, d'un dialogue renouvelé entre générations et d'un engagement collectif pour un avenir meilleur. À Bonou, le message est clair : l'unité demeure la plus grande richesse de la vallée de l'Ouémé.

**Emeric Joël ALLAGBE**





# ELONA HOUSE

## SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa  
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

CÉLÉBRATION DE LA FÊTE NONVIZAN 2026

# Ferveur, unité et hautes personnalités à Guézin

## (UNE FORTE MOBILISATION AUTOUR DE L'HONORABLE BERNARD AMOUSSOU SOSSOU)



**Le village de Guézin a vibré ce samedi 02 mai 2026 au rythme de la fête traditionnelle Nonvizan, un rendez-vous culturel et spirituel majeur pour la communauté Peudah. Cette édition a été marquée par une forte mobilisation des filles et fils du terroir, ainsi que par la présence distinguée de nombreuses personnalités politico-administratives.**

Au cœur de cette célébration, Bernard Amoussou Sossou a partagé des moments de fraternité et de communion avec ses frères et sœurs, dans une ambiance empreinte de convivialité et de valorisation des traditions ancestrales.

L'événement a également enregistré la présence remarquable de la Vice-Présidente de la Ré-

publique, Mariam Chabi Talata, dont la participation témoigne de l'intérêt des plus hautes autorités pour la promotion des cultures locales. À ses côtés, plusieurs figures de premier plan ont honoré de leur présence cette fête identitaire, notamment Victor Adossou, Conrad Gbaguidi, ainsi que Torou Abou et Parfait Ahoyo, respectivement Directeur de Cabinet du Président de l'Assemblée nationale et son adjoint.

La liste des personnalités présentes s'est enrichie avec Abraham Zinzindohoué et son épouse, ancienne Présidente de la Haute Cour de Justice, de même que l'épouse de Louis Vlavonou. Les députés Anani, Deronix Klogblevi et Léon Basile Ahoissi ont également pris part à cette grande communion culturelle, aux côtés de Mathurin Nago dont la présence a été fortement remarquée.

Par ailleurs, une forte délégation des militants et responsables de la section communale de Union Progressiste le Renouveau de Kpomassè a effectué le déplacement, témoignant de l'ancrage politique et social de l'évé-

ment dans la localité.

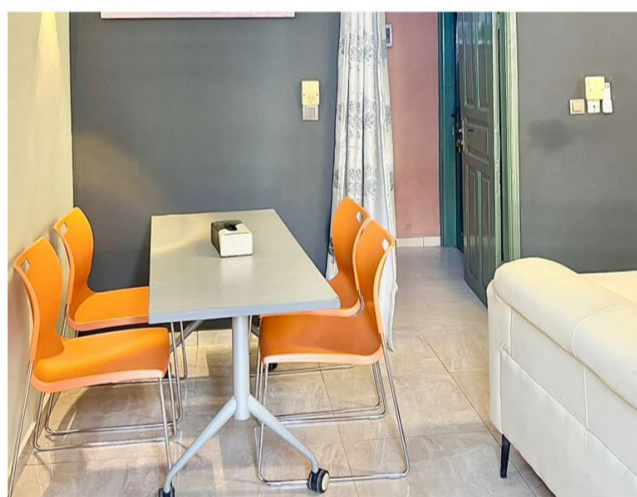
Moment fort de la célébration, une messe d'action de grâce a été dite par le Vicaire général du diocèse de Lokossa, entouré de plusieurs prêtres dudit diocèse. À mi-parcours de cette célébration eucharistique, l'événement a été marqué par l'arrivée de l'évêque du diocèse de Lokossa, dont la présence a davantage rehaussé le caractère solennel et spirituel de la cérémonie. Cette messe a permis de rendre grâce pour les bienfaits reçus et de prier pour la paix, la cohésion sociale et le développement de la communauté.

À travers cette édition 2026 de Nonvizan, Guézin confirme son statut de creuset culturel et de rassemblement, où traditions, foi et engagement pour le développement local s'entrelacent harmonieusement. Une célébration réussie qui renforce davantage les liens entre les fils et filles de la communauté Peudah, tout en projetant une image forte de l'identité culturelle béninoise.

**Emeric Joël ALLAGBE**



# Les résidences FENOOU



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

## CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvié - Dowa  
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

## JOURNÉE INTERNATIONALE DU TRAVAIL 2026 À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le SYNAPA met en avant compétence, dialogue social et travail décent



À l'occasion de la célébration de la Journée internationale du travail, le Syndicat autonome du personnel de l'Assemblée nationale (SYNAPA) a placé l'édition 2026 sous le sceau de « l'excellence professionnelle et du travail décent ». Les festivités se sont déroulées le 1er mai au Parc d'attraction de Dowa à Porto-Novo, en présence de plusieurs autorités administratives et syndicales.

Cette édition revêt une portée particulière, puisqu'elle constitue la première célébrée sous l'ère de la 10e législature. La cérémonie officielle a été présidée par le Directeur de cabinet du Président de l'Assemblée nationale, Abou Torou, entouré notamment du Secrétaire général administratif, Christel-Fourrier Donkpègan, et du Secrétaire général du SYNAPA, Vénil Takin.

Un engagement renouvelé pour un partenariat constructif

Dans son allocution d'ouverture, Vénil Takin a rappelé la dimension symbolique du 1er mai, journée de réflexion sur les conditions de travail et les perspectives d'amélioration. Il a salué l'attention portée au personnel parlementaire par le Président de l'Assemblée nationale, le professeur Joseph Fifamin Djogbénou, tout en rendant hommage à son prédécesseur Louis Vlavonou pour la qualité du dialogue social instauré.

Le responsable syndical a insisté sur la volonté du SYNAPA de promouvoir une administration parlementaire fondée sur la compétence, la dignité et la performance. Il a également mis en avant une approche basée sur la concertation et la recherche de solutions durables, dans un climat de confiance mutuelle.

Dans cette dynamique, il a annoncé la transmission du cahier de doléances du personnel à l'autorité parlementaire, tout en soulignant qu'une trêve sociale a été observée afin de permettre à la nouvelle

équipe dirigeante de mieux appréhender les priorités.

La 10e législature sous le signe de la valorisation du capital humain

Prenant la parole au nom du Président de l'Assemblée nationale, Abou Torou a rappelé que la fête du travail demeure un moment de mémoire, mais aussi de reconnaissance envers les travailleurs. Il a salué l'engagement quotidien des agents parlementaires au service de la République et des institutions.

Le Directeur de cabinet a réaffirmé la volonté des nouvelles autorités de faire du capital humain un levier essentiel de performance. Il a rassuré que les préoccupations exprimées par le personnel feront l'objet d'une attention particulière, dans un esprit de dialogue et de responsabilité partagée.

Parmi les priorités évoquées figurent l'amélioration du cadre statutaire, des conditions de travail ainsi que le renforcement de la gouvernance administrative. Il a par ailleurs salué la posture responsable du SYNAPA, notamment à travers la trêve sociale observée, preuve de maturité et d'attachement à la stabilité institutionnelle.

Renforcement des capacités et activités socioculturelles

En marge de la cérémonie officielle, plusieurs activités ont été organisées pour enrichir la célébration. Des communications ont permis de renforcer les connaissances des agents sur les exigences de l'excellence professionnelle et les droits liés à la sécurité sociale.

Les participants ont notamment suivi une intervention sur les régimes de pension et les obligations des bénéficiaires, animée par un responsable de la Caisse nationale de sécurité sociale.

Les festivités avaient déjà démarré la veille avec des moments de recueillement

religieux messe et prière musulmane suivis d'activités sportives, dont un match de football, favorisant la cohésion entre les membres du personnel.

À travers cette célébration, le SYNAPA confirme son ambition de conjuguer défense des intérêts des travailleurs et contribution à la performance de l'administration parlementaire, dans un environnement apaisé et résolument tourné vers l'excellence.

Journée internationale du travail 2026 à l'Assemblée nationale :  
Le SYNAPA met en avant compétence, dialogue social et travail décent

À l'occasion de la célébration de la Journée internationale du travail, le Syndicat autonome du personnel de l'Assemblée nationale (SYNAPA) a placé l'édition 2026 sous le sceau de « l'excellence professionnelle et du travail décent ». Les festivités se sont déroulées le 1er mai au Parc d'attraction de Dowa à Porto-Novo, en présence de plusieurs autorités administratives et syndicales.

Cette édition revêt une portée particulière, puisqu'elle constitue la première célébrée sous l'ère de la 10e législature. La cérémonie officielle a été présidée par le Directeur de cabinet du Président de l'Assemblée nationale, Abou Torou, entouré notamment du Secrétaire général administratif, Christel-Fourrier Donkpègan, et du Secrétaire général du SYNAPA, Vénil Takin.

Un engagement renouvelé pour un partenariat constructif

Dans son allocution d'ouverture, Vénil Takin a rappelé la dimension symbolique du 1er mai, journée de réflexion sur les conditions de travail et les perspectives d'amélioration. Il a salué l'attention portée au personnel parlementaire par le Président de l'Assemblée nationale, le professeur Joseph Fifamin Djogbénou, tout en rendant hommage à son prédécesseur Louis Vlavonou pour la qualité du dialogue social instauré.

Le responsable syndical a insisté sur la volonté du SYNAPA de promouvoir une administration parlementaire fondée sur la compétence, la dignité et la performance. Il a également mis en avant une approche basée sur la concertation et la recherche de solutions durables, dans un climat de confiance mutuelle.

Dans cette dynamique, il a annoncé la transmission du cahier de doléances du personnel à l'autorité parlementaire, tout en soulignant qu'une trêve sociale a été

observée afin de permettre à la nouvelle équipe dirigeante de mieux appréhender les priorités.

La 10e législature sous le signe de la valorisation du capital humain

Prenant la parole au nom du Président de l'Assemblée nationale, Abou Torou a rappelé que la fête du travail demeure un moment de mémoire, mais aussi de reconnaissance envers les travailleurs. Il a salué l'engagement quotidien des agents parlementaires au service de la République et des institutions.

Le Directeur de cabinet a réaffirmé la volonté des nouvelles autorités de faire du capital humain un levier essentiel de performance. Il a rassuré que les préoccupations exprimées par le personnel feront l'objet d'une attention particulière, dans un esprit de dialogue et de responsabilité partagée.

Parmi les priorités évoquées figurent l'amélioration du cadre statutaire, des conditions de travail ainsi que le renforcement de la gouvernance administrative. Il a par ailleurs salué la posture responsable du SYNAPA, notamment à travers la trêve sociale observée, preuve de maturité et d'attachement à la stabilité institutionnelle.

Renforcement des capacités et activités socioculturelles

En marge de la cérémonie officielle, plusieurs activités ont été organisées pour enrichir la célébration. Des communications ont permis de renforcer les connaissances des agents sur les exigences de l'excellence professionnelle et les droits liés à la sécurité sociale.

Les participants ont notamment suivi une intervention sur les régimes de pension et les obligations des bénéficiaires, animée par un responsable de la Caisse nationale de sécurité sociale.

Les festivités avaient déjà démarré la veille avec des moments de recueillement religieux messe et prière musulmane suivis d'activités sportives, dont un match de football, favorisant la cohésion entre les membres du personnel.

À travers cette célébration, le SYNAPA confirme son ambition de conjuguer défense des intérêts des travailleurs et contribution à la performance de l'administration parlementaire, dans un environnement apaisé et résolument tourné vers l'excellence.

**Emeric Joël ALLAGBE**



## FAIBLE MOBILISATION ÉLECTORALE À PORTO-NOVO

# Emmanuel Djima Zossou propose une “thérapie de choc” pour réveiller la participation citoyenne



**À la suite de la présidentielle du 12 avril 2026, marquée par une participation jugée insuffisante dans la capitale politique, Emmanuel Djima Zossou monte au créneau. L'ancien maire de Porto-Novo, figure politique expérimentée, appelle à une remise en cause profonde des méthodes de mobilisation électorale.**

Après une série d'analyses ayant désigné les causes de cette faible affluence aux urnes, l'ancien édile franchit une nouvelle étape : celle de l'action. Dans une tribune publiée sur sa page Facebook, il invite à dépasser le simple constat pour enclencher une dynamique concrète de reconquête de l'électorat.

Passer du diagnostic à l'action

Dans son intervention intitulée « Participation électorale : cessons de constater, commençons à agir », Emmanuel

Djima Zossou estime que les débats récents ont permis de mieux cerner les réalités du terrain. Obstacles techniques, mobilité des citoyens, manque d'information ou encore désintérêt croissant : autant de facteurs identifiés, mais qui, selon lui, ne sauraient justifier l'inaction.

Pour l'ancien maire, la véritable urgence est désormais de redonner au vote son caractère naturel, accessible et utile pour tous.

Une stratégie en quatre leviers

Afin d'inverser la tendance, il propose une approche qu'il qualifie lui-même de “thérapie de choc”, articulée autour de quatre axes majeurs.

Le premier consiste à aller véritablement à la rencontre des citoyens. Il ne s'agit plus d'attendre leur mobilisation spontanée, mais de descendre dans

les quartiers, expliquer simplement les démarches électorales et rendre l'information accessible là où vivent les populations.

Le deuxième levier met l'accent sur les réalités du quotidien. Selon lui, les contraintes pratiques manque de temps, difficultés d'orientation, crainte de mal faire, constituent des freins réels. Leur accumulation finit par éloigner les citoyens des urnes. D'où la nécessité d'anticiper, d'informer tôt et d'accompagner humainement.

Troisième pilier : une mobilisation de proximité. Pour Emmanuel Djima Zossou, la participation électorale se construit patiemment, quartier par quartier. Elle doit s'appuyer sur des relais locaux crédibles : chefs de quartiers, leaders associatifs ou figures de jeunesse, capables de maintenir un lien permanent avec les populations.

Enfin, il insiste sur un enjeu fondamental : redonner un sens au vote. « Un citoyen qui ne perçoit pas l'impact de son vote ne votera pas », souligne-t-il en substance. Il appelle ainsi à démontrer concrètement l'utilité du suffrage à travers des résultats tangibles et un dialogue sincère entre élus et citoyens.

Un appel à la responsabilité collective

Au-delà des propositions, la tribune se veut un appel à l'engagement de tous. L'ancien maire invite chaque citoyen à jouer un rôle actif : sensibiliser son entourage, accompagner les abstentionnistes, interpeller les responsables politiques.

Pour lui, l'amélioration de la participation électorale ne dépend pas uniquement des institutions, mais d'une mobilisation collective, continue et ancrée dans le quotidien.

En définitive, Emmanuel Djima Zossou rappelle une évidence souvent négligée : le vote n'est pas une simple formalité administrative, mais un pouvoir individuel décisif. Encore faut-il choisir de l'exercer.

**James-Meryl ALLAGBE**

## E-COMMERCE ET ACHATS EN LIGNE SÉCURISÉS

# SOGEM Consulting forme les Béninois aux opportunités du marché chinois

Commander des produits en Chine et les recevoir en toute sécurité au Bénin n'est plus un défi insurmontable. Grâce à son expertise reconnue, le cabinet SOGEM Consulting entend démocratiser l'accès à ce levier économique en proposant une formation pratique dédiée à l'e-commerce et aux achats en ligne sécurisés.

Positionné comme un acteur de référence dans les formations professionnelles, SOGEM Consulting lance une session intensive visant à outiller le grand public, notamment les entrepreneurs et les commerçants, aux techniques modernes d'achat, de vente et de génération de revenus via internet.

Prévue pour démarrer le 6 juin 2026 à Abomey-Calavi, cette formation se distingue par son approche résolument pratique. Elle ambitionne de doter les participants des compétences essentielles pour maîtriser l'ensemble du processus d'achat en ligne depuis le Bénin, tout en développant des activités commerciales rentables.

Le programme, riche et structu-

ré, aborde plusieurs modules clés : identification de fournisseurs fiables, techniques de négociation, sécurisation des paiements, gestion logistique, transport international et procédures de dédouanement. Autant d'aspects indispensables pour réussir dans le commerce en ligne et éviter les pièges fréquents liés aux transactions internationales.

Au-delà des connaissances techniques, cette formation vise également à permettre aux participants d'optimiser leurs coûts d'approvisionnement, d'augmenter leurs marges bénéficiaires et de bâtir un business durable dans un environnement numérique en pleine expansion.

Avec les inscriptions déjà ouvertes, cette initiative de SOGEM Consulting se présente comme une véritable opportunité pour tous ceux qui souhaitent se lancer ou se perfectionner dans l'e-commerce en lien avec la Chine.

Une occasion à saisir pour transformer le digital en véritable source de revenus.

**Fernandez SOWANOU**



**CABINET SOGEM CONSULTING**

FORMATION PRATIQUE

## COMMANDER ses articles et les RECEVOIR soi-même

E-commerce - Achat en Chine

*Apprends. Achète. Revends. Gagne!*



**NOS MODULES**

-  Tout secret sur l'achat en ligne
-  Recherche de fournisseurs fiables
-  Négociation avec les fournisseurs
-  Méthodes de paiement sécurisés
-  Logistique, transport et dédouanement

**DURÉE**  
**02 HEURES**  
04 séances -  
Tous les samedis

**HORAIRE**  
**15H - 17H**  
Vague 1 : 06 juin 2026  
Vague 2 : 04 juillet 2026

**LIEU**  
**SOGEM PALACE**  
Abomey-Calavi / Tankpè

**MAÎTRISE L'ACHAT EN CHINE**  
ET DÉVELOPPE TON BUSINESS  
DEPUIS LE BÉNIN!

**INSCRIPTION**  
Gratuite →

(+229) 01 95 95 71 42  
01 96 53 33 11

**ACHÈTE MOINS CHER EN CHINE**

**ÉVITE LES ARNAQUES ET LES ERREURS**

**AUGMENTE TES MARGES DE BÉNÉFICE**

**DÉVELOPPE TON BUSINESS FACILEMENT**

ACHÈTE INTELLIGEMMENT. REÇOIS FACILEMENT. VENDS AVEC BÉNÉFICE.

## CRIET

# Un post Facebook d'un agronome au cœur d'un débat national sur la liberté d'expression

Une affaire judiciaire impliquant un jeune agronome retient actuellement l'attention au Bénin et relance les discussions sur les limites de la liberté d'expression à l'ère des réseaux sociaux. Le prévenu est poursuivi devant la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET), compétente notamment en matière de cybercriminalité.

À l'origine du dossier, une publication diffusée sur Facebook dans laquelle l'intéressé affirmait : « il nous faut des Ibrahim Traoré au Bénin ». Cette déclaration, en référence au capitaine burkinabè Ibrahim Traoré arrivé au pouvoir après le coup d'État d'octobre 2022, a suscité de vives réactions en ligne. Entre approbation, inquiétude et critiques, les internautes se sont divisés, certains estimant qu'il s'agissait d'un simple point de vue, d'autres y voyant une incitation implicite à une remise en cause de l'ordre constitutionnel.

Face à la polémique, des signalements ont été adressés au Centre

national d'investigations numériques (CNIN), chargé de la lutte contre les infractions numériques. L'institution a procédé à l'interpellation de l'auteur, qui a ensuite été placé en garde à vue avant d'être présenté au parquet spécial près la CRIET. Ce dernier a ordonné son placement en détention préventive. Lors de l'audience du 30 avril 2026, le ministère public a mis en avant la portée jugée préoccupante des propos. Selon l'accusation, la publication pourrait être assimilée à du harcèlement par voie électronique et à une incitation à la violence, dans la mesure où elle serait susceptible d'encourager des actions contraires à l'ordre public. Le parquet a ainsi requis une peine de douze mois d'emprisonnement ferme et une amende de cinq millions de francs CFA.

De son côté, la défense a contesté cette interprétation, estimant que les propos relèvent de l'expression d'une opinion personnelle, certes polémique, mais non constitutive d'une infraction. Les avocats ont



insisté sur l'absence d'intention délictueuse et ont plaidé la relaxe, au nom du bénéfice du doute.

À l'issue des débats, la juridiction a renvoyé sa décision au mois de juin 2026. En attendant le verdict, le prévenu demeure en détention, illustrant la sensibilité de ce type de contentieux.

Au-delà de ce cas, l'affaire met en lumière un enjeu majeur : trouver l'équilibre entre la protection de l'ordre public et le respect des liber-

tés fondamentales, notamment la liberté d'expression. Elle soulève aussi la question des limites juridiques des prises de parole sur les réseaux sociaux, devenus des espaces incontournables du débat public.

Très attendu, le jugement pourrait faire jurisprudence et contribuer à clarifier la frontière entre opinion politique et infraction pénale dans un contexte de transformation rapide des usages numériques.

**Ben-Cid ADJADJA**

## RETARDS DANS LA DÉLIVRANCE DES CASIERS JUDICIAIRES

# Le CNCJ rassure et appelle à la compréhension

**Au Centre National de Casier Judiciaire, l'heure est à la gestion d'un afflux exceptionnel de demandes. Depuis plusieurs jours, des lenteurs inhabituelles sont constatées dans la délivrance des bulletins n°3 du casier judiciaire, suscitant interrogations et impatience au sein de la population.**

Dans un communiqué officiel, la structure placée sous l'autorité du Ministère de la Justice et de la Législation a tenu à éclairer l'opinion publique sur les causes de ces retards. Selon les responsables, cette situation découle principalement d'une augmentation significative du

nombre de requêtes enregistrées ces dernières semaines.

En ligne de mire, les démarches de mise en conformité engagées par de nombreuses associations et fondations à travers le pays. Ces formalités administratives, devenues indispensables dans le cadre du nouveau dispositif légal en vigueur, nécessitent pour la plupart la présentation d'un casier judiciaire, ce qui a fortement accru la pression sur les services compétents.

Face à cette demande croissante, le CNCJ assure que des dispositions sont

en cours pour renforcer les capacités de traitement et réduire progressivement les délais. En attendant un retour à la normale, l'institution invite les usagers à faire preuve de patience et de compréhension.

Les autorités réaffirment par ailleurs leur engagement à moderniser les services judiciaires et à améliorer l'accessibilité des documents administratifs, dans une dynamique de réforme continue de l'administration publique au Bénin.

**Emeric Joël ALLAGBE**



MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
ET DE LA LÉGISLATION  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

01 BP 967 Cotonou - Bénin  
Tél. : + 229 21 31 31 47 / + 229 21 31 31 46  
Fax. : + 229 21 31 34 48  
secretariat@justice.bj  
www.justice.gouv.bj

*Le Directeur*

Cotonou, le 12.9 AVR 2026

N° 016 /MJL/CNCJ/SA

## COMMUNIQUÉ

Le Centre National du Casier Judiciaire (CNCJ) informe les usagers du service public du casier judiciaire qu'il a été enregistré une augmentation exceptionnelle du nombre de demandes de bulletins n°3 du casier judiciaire.

Les exigences liées aux procédures de mise en conformité des associations et fondations, pour lesquelles la production du bulletin n°3 constitue une pièce essentielle, sont l'une des explications de cette situation.

Face à cet afflux important de demandes, des délais plus longs ont été observés dans le traitement et la délivrance des bulletins.

Le CNCJ tient à rassurer les populations que les équipes techniques et opérationnelles restent pleinement mobilisées et ont été renforcées afin de résorber et de traiter l'ensemble des demandes dans les meilleurs délais.

Nous invitons les usagers à la compréhension et à la patience, tout en les assurant de l'engagement constant du Centre National du Casier Judiciaire.



EMMANUEL ZOSSOU SALUE UNE DÉCENNIE DE TRANSFORMATION ET REND HOMMAGE AU PRÉSIDENT PATRICE TALON

# PORTO-NOVO, SYMBOLE D'UNE RENAISSANCE SOUS L'ÈRE TALON

À l'occasion du 68<sup>e</sup> anniversaire du Président de la République, Patrice Talon, l'ancien maire de Porto-Novo, Emmanuel Zossou, est monté au créneau pour saluer les profondes mutations opérées au Bénin au cours de la dernière décennie.

Dans une tribune empreinte de reconnaissance, l'ex-Directeur général de l'Agence de Réhabilitation de la Ville de Porto-Novo (ARPN) dresse un bilan élogieux de la gouvernance du Chef de l'État, qu'il qualifie de « bâtisseur d'exception ». Pour Emmanuel Zossou, les dix dernières années auront été marquées par une transformation structurelle sans précédent du pays.

Porto-Novo, vitrine des réformes

S'appuyant sur son expérience à la tête de la muni-

cipalité entre 2015 et 2020, Emmanuel Zossou met en avant les avancées notables enregistrées dans la capitale politique. Il évoque une ville profondément transformée grâce aux projets structurants impulsés par le gouvernement : modernisation des infrastructures, amélioration de l'assainissement, réhabilitation des équipements publics et requalification urbaine.

« Porto-Novo d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier », souligne-t-il, insistant sur l'attractivité nouvelle de la ville et sur l'impact durable des réformes engagées.

Culture : un levier stratégique de développement

Au-delà des infrastructures, l'ancien maire salue l'engagement du couple présidentiel, notamment celui de Claudine Talon, dans la promotion de la culture

béninoise. Il rappelle leur contribution au financement du Festival International de Porto-Novo, aujourd'hui devenu le Festival des Masques et intégré dans l'agenda gouvernemental.

Selon lui, cette implication témoigne d'une vision claire : faire de la culture un instrument de cohésion sociale et de rayonnement international.

Hommages aux acteurs de la réforme

Dans son analyse, Emmanuel Zossou rend également hommage à plusieurs personnalités ayant accompagné cette dynamique, notamment Romuald Wadagni, appelé à conduire la prochaine étape de l'action publique, ainsi que Abdoulaye Bio Tchané et Pascal Koupaki.

Il salue aussi l'action de Didier Tonato dans les projets urbains, sans oublier Adrien Houngbédji pour son rôle dans l'accompagnement des initiatives culturelles.

Un appel à préserver les acquis

Pour Emmanuel Zossou, les résultats obtenus imposent aujourd'hui un devoir de continuité. À l'heure où s'ouvre une nouvelle page de l'histoire politique du Bénin, il invite à consolider les acquis et à maintenir la dynamique de transformation engagée.

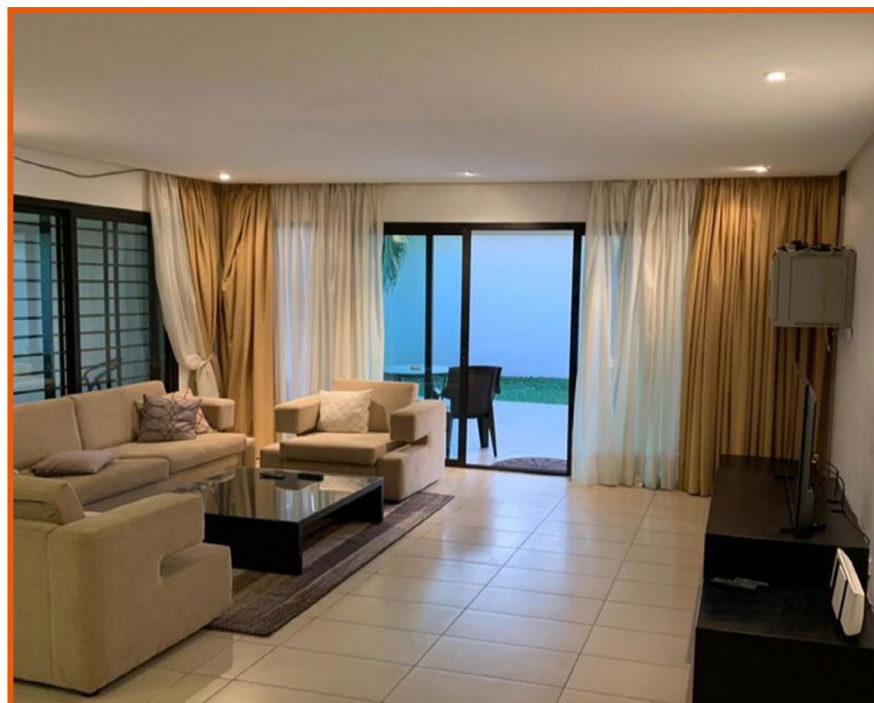
Clôture son propos, il adresse ses vœux au Président Patrice Talon, lui souhaitant santé, paix et repos mérité, tout en exprimant la reconnaissance du peuple béninois pour les réformes accomplies.

**Emeric Joël ALLAGBE**



# ELONA HOUSE

## SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



## APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

*Les résidences*  
**FENOUE**

 Porto-Novo, Djassin Houinvié  
- Tokpota - Dowa

 +229 0198904640 / 0155499999

 +229 0195534395 / 0155500707